

La recherche au service de la décision

L'exemple de l'enquête Share sur le vieillissement

Longtemps délaissée, la recherche sur la perte d'autonomie s'est peu à peu développée au début des années 2000. Avec comme perspective de mieux connaître les populations, comprendre leurs problématiques, pour prévenir les risques et améliorer les réponses. En la matière, l'étude de cohortes se révèle indispensable. Explications des enjeux avec l'exemple de l'enquête Share sur le vieillissement en Europe.

Pour dépasser les intuitions, il faut pouvoir investir, dans la durée, dans un travail de compréhension plus global de la population et de ses besoins, des modes de prise en charge et de leurs effets... qui certes n'aura pas d'opérationnalité immédiate, mais permettra d'accroître progressivement la connaissance des acteurs", affirme Marie-Ève Joël, professeur en sciences économiques à l'université Paris-Dauphine et présidente du conseil scientifique de la CNSA, qui a repris en 2012 les rênes de la coordination française du projet européen d'enquête sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe, autrement appelé Share (Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe). "On a toujours eu beaucoup de mal à financer la constitution de cohortes en sciences sociales, mais c'est pourtant un investissement de base, insiste-t-elle. En 2050, un Européen sur trois aura plus de 60 ans, un sur dix plus de 85 ans. Un phénomène qui interroge l'adaptation de nos modèles de protection sociale. Or, nous ne pourrions anticiper ces évolutions, éclairer la décision publique, par exem-



En France, lors de la vague 5, plus de 4 200 personnes ont été interrogées de janvier à septembre 2013, les entretiens durant une heure en moyenne.

ple sur le financement de la dépendance ou la mise en œuvre de politiques de prévention, qu'en identi-

fiant les déterminants et les facteurs de risque de la perte d'autonomie. Et seule une étude longitudinale sur les trajectoires des personnes peut permettre de mieux com- →

→ prendre les processus qui mènent à la perte d'autonomie”.

Observer dans la durée

Concrètement en quoi cela consiste-t-il ? L'enquête Share, qui concerne plus de 80 000 personnes âgées de 50 ans et plus, dans près de vingt pays d'Europe, ainsi qu'Israël, a pour objectif d'analyser sur la durée des données individuelles – variables de santé, caractéristiques économiques (emploi, retraite, patrimoine...) et sociologiques (famille, entraide, réseaux sociaux...) – et pour cela, elle réinterroge tous les deux ans les mêmes personnes. Ce, depuis 2004. Nous en sommes donc à la cinquième vague (2012-2013)⁽¹⁾, et l'enquête devrait se poursuivre jusqu'en 2024. “On peut suivre des personnes passant du domicile à l'institution, illustre Marie-Ève Joël. De même, en cas de décès, un entretien peut être effectué auprès d'un proche du défunt pour mieux comprendre ses conditions de fin de vie. La construction d'un tel panel longitudinal permet ainsi de disposer d'une image complète du processus de vieillissement et des interactions complexes entre facteurs sociaux, économiques et de santé dans une perspective dynamique”. Et l'enquête Share (partager, en anglais) porte bien son nom : les données collectées sont ensuite mises à la disposition de l'ensemble de la communauté scientifique mondiale, gratuitement⁽²⁾.

Casser les préjugés

Aussi, “l'enquête Share n'a pas d'impact direct sur l'adaptation des

Favoriser les comparaisons internationales

L'enquête est gérée à l'échelle européenne par le Centre de recherche en économie du vieillissement (MEA) de l'université de Munich, et chaque pays est doté d'une équipe de coordination nationale. En France, c'est le Laboratoire d'économie et de gestion des organisations de santé (Legos) de l'université Paris-Dauphine qui a repris cette mission en 2012, à la suite de l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes). “La réalisation de l'enquête relève d'une organisation très cadrée avec des réunions trimestrielles de l'ensemble des équipes pays et d'une procédure complexe qui garantissent l'harmonisation des données (questionnaire et logiciel uniques, méthodologie commune pour le nettoyage des données collectées...) et permettent ainsi des comparaisons internationales”, précise Marie-Ève Joël.

réponses ou l'évolution des politiques publiques, mais les données produites viennent éclairer les réflexions en alimentant de nombreux travaux de recherche”, souligne Nicolas Briant, ingénieur statisticien, gestionnaire de l'enquête Share aux côtés de Marie-Ève Joël. Il a par exemple récemment réalisé pour le Conseil d'orientation des retraites une analyse du rôle des retraités dans la société en Europe, qui révèle qu'un quart apportent de l'aide en temps ou en dons financiers à des proches, 42 % gardent leurs petits-enfants et 53 % ont une activité sociale (bénévolat, politique, religion, loisirs...), la France se situant

approximativement dans la moyenne. “En croisant ces données avec des analyses plus macro sur les structures familiales, les régimes de retraite, on pourrait étudier l'impact du passage à la retraite sur ces activités”, illustre Nicolas Briant.

Nicolas Sirven, chercheur à l'Institut de recherche et documentation en économie de la santé (Irdes), a de son côté démontré en exploitant les données issues de Share que les niveaux de fragilité – concept au départ purement médical décrivant une situation précoce et progressive de la perte d'autonomie dont l'évolution peut être réversible – varient en fonction de critères socio-économiques. En effet, “les difficultés financières au cours de la vie, tout comme la perte du conjoint, favoriseraient la fragilité aux âges avancés, explique le chercheur. Cela signifie que l'on pourrait repérer des personnes fragiles à partir de critères socio-économiques suffisamment en amont de la perte d'autonomie, pour mettre en place une politique de prévention adaptée”. Quelques exemples, parmi d'autres, des recherches que l'équipe de Dauphine veut désormais contribuer à développer, en valorisant davantage les données de Share, comme dans le cadre de la journée de travail qu'elle organise le 11 octobre prochain. ■

(1) La vague 5 est financée en France par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, la CNSA, l'Inserm, l'École des hautes études en sciences sociales et la Cnav.

(2) Après avoir justifié d'une affiliation scientifique, les données des quatre premières vagues sont disponibles sur demande sur le site : www.share-project.org

Extrait du
de septembre 2013
en collaboration avec la CNSA

LE JOURNAL DE L'ACTION SOCIALE
ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL



Université Paris-Dauphine :
01 44 05 43 22 (ou 49 10) (ou 48 33)
Plus d'infos sur : <http://share.dauphine.fr>